

# LA VÉRITÉ SUR LE CHÔMAGE

## NOTRE EXPERT

PAUL JORION, ECONOMISTE ET BLOGUEUR PROLIFIQUE (PAULJORION.COM), EST L'AUTEUR DE *LE DERNIER QUI S'EN VA ÉTEINT* LA LUMIÈRE AUX ÉDITIONS FAYARD.

**Un coup ça monte, un coup ça baisse. Les chiffres livrés par l'Onem ne nous aideront pas à comprendre le phénomène. Interrogeons plutôt des chômeurs. Ou un économiste qui ose aborder le problème autrement.**

**E**n l'espace de quarante-huit heures, l'Office national de l'emploi a publié deux chiffres censés illustrer l'évolution du chômage en Belgique. Le premier est inquiétant. Le second devait sans doute nous rassurer. Le tout laisse l'impression qu'on ne nous donne pas toutes les clés pour comprendre un phénomène à l'origine de dizaines de milliers de drames humains chaque année. Et que rien ne semble pouvoir arrêter. Ces soixante dernières années donc, le nombre de demandeurs d'emploi aurait quasiment triplé (+ 267 %) chez nous, entre 1954 et 2014. Sauf que, malgré cette explosion, le taux de chômage n'aurait jamais atteint un niveau aussi bas depuis 1992. On pourrait, comme l'Onem, tenter d'expliquer ce second chiffre par la baisse - miraculeuse ou suspecte? - de 10 % enregistrée en 2015 par rapport à l'année précédente. Mais on pourrait tout aussi bien demander à un économiste non aligné et volontiers iconoclaste comme Paul Jorion de décoder pour nous ces curieuses statistiques du chômage.

**■ D'après l'Onem, donc, le chômage aurait triplé chez nous en 60 ans...**

**PAUL JORION** - Oui, j'ai vu ça. Des comparaisons à si longue échéance, ça me paraît quand même bancal. Qui était censé être au travail à l'époque? Qui est supposé l'être aujourd'hui? Qui peut-on considérer comme chômeur hier et aujourd'hui? En 1954, l'emploi était encore massivement industriel et les travailleurs ne restaient pas à l'usine jusqu'à 60 ou 65 ans. C'était physiquement impossible, ils étaient minés par des maladies professionnelles... Aujourd'hui, dans l'industrie de service, cette "usure" professionnelle, c'est plutôt une question d'image de l'entreprise qu'un enjeu de santé. On préférera le sourire d'une réceptionniste de 25 ans que celui d'un homme de 60 ans. Donc, quitte à établir des comparaisons, il faudrait des plages de temps moins étendues. Et se concentrer sur des tendances plus récentes.

**■ La tendance plus récente, toujours selon l'Onem, même si elle semble se contredire, c'est que le chômage n'aurait jamais été aussi bas depuis 24 ans...**

**P.J.** - C'est normal, on lutte plus contre les chiffres qu'on ne s'attaque au chômage lui-même. Cette baisse s'explique surtout par les 30.000 personnes en fin de droit qui ont cessé d'être comptabilisées en 2015. Aujourd'hui, non seulement

vous perdez votre emploi, mais vous êtes viré des statistiques. L'opinion a les yeux rivés sur le taux de chômage. On le présente donc sous son meilleur jour. En Angleterre, par exemple, on signe des contrats "zéro heure". L'employeur peut ne pas faire appel à vous pendant des semaines entières. Vous pretez donc zéro heure. Mais comme vous avez un contrat, on ne vous considère pas comme sans-emploi. En fait, tous les pays trichent, chacun à sa façon. Ce qui n'empêche d'ailleurs pas le chômage de progresser.

**■ Je vais vous poser la question à 7 milliards d'euros, soit le total des allocations versées en un an en Belgique: pourquoi ne peut-on résorber réellement le chômage?**

**P.J.** - Pour au moins trois raisons. La première, c'est qu'on court toujours, ou du moins on fait semblant, derrière le mythe du plein emploi. La deuxième, c'est notre refus de penser les effets de la disparition généralisée du travail humain, au profit des machines. La troisième, enfin, c'est la formation complètement inadaptée des jeunes. →

**■ Pourquoi dites-vous le "mythe" du plein emploi?**

**P.J.** - Parce qu'il a toujours valeur, justement, de mythe fondateur. Sauf qu'on n'est plus dans l'après-guerre. À l'époque, et jusqu'au début des années 70, l'économie semblait définitivement partie sur les bons rails. Mais c'était une économie de reconstruction, sous perfusion américaine grâce au plan Marshall. On fournissait alors du travail à presque tout le monde. Et le monde était deux fois moins peuplé. Aujourd'hui, pour des raisons que je vais développer, ce n'est plus pos-

sible. Malheureusement, nous nous sommes habitués à ce type de croissance. Et, en passant, nous avons commis une erreur fondamentale: lier État providence et croissance. Si la croissance est là, l'État saura se montrer généreux. Sinon... tant pis. L'État providence n'a pas été véritablement inscrit dans nos institutions. C'est une cerise sur le gâteau, un luxe qu'on peut se permettre quand tout va bien.

#### ■ Il n'y aura donc plus jamais de travail pour tout le monde?

**P.J.** - Non, c'est trop tard, et c'est la deuxième raison que j'évoquais. On a misé sur la mécanisation du travail depuis trop longtemps. Après les machines-outils, qu'on connaît déjà depuis deux siècles, on s'inquiète maintenant de ces robots appelés à remplacer les ouvriers. Mais des ouvriers, il n'y en a plus beaucoup. Le vrai défi, ce sont les logiciels, qui se substituent à un nombre grandissant de travailleurs dans les métiers de services. Dans les banques, par exemple, qui ferment des agences à tour de bras, le guichetier est devenu obsolète depuis que l'utilisateur de PC banking mène ses opérations lui-même. C'est d'ailleurs la même tendance à l'œuvre dans ce qu'on appelle "l'uberisation" de l'économie. C'est une façon de commercialiser toute forme d'activité, mais en tirant parti du travail gratuit des gens. Autrefois c'était le travail domestique qui n'était pas comptabilisé. Demain, aujourd'hui déjà, c'est une part toujours croissante des activités humaines qui ne sera plus rémunérée. Et ce mélange de marchandisation et de bénévolat cache en fait une paupérisation généralisée de la population.

#### ■ Faut-il renoncer pour autant aux robots et aux logiciels?

**P.J.** - Pas nécessairement. Avec les premières formes de mécanisation du travail sont apparues les premières propositions pour encadrer les travailleurs déclassés. Il y a déjà deux siècles, le philosophe suisse Sismondi proposait que les per-

sonnes remplacées par une machine soient rémunérées, pour le fait même d'avoir été remplacées. Si la mécanisation du travail était envisagée comme une libération, le travailleur, ainsi libéré, pourrait recevoir à vie une partie de l'argent généré par cette machine. Malheureusement, on a privatisé les gains dus à la mécanisation, au profit des actionnaires et des dirigeants d'entreprise.

#### ■ L'allocation universelle, versée à chacun indépendamment d'un travail fourni, est présentée comme un moyen de contrer les effets du chômage...

**P.J.** - Ce n'est pas aussi simple. Parce que le marché s'adaptera, comme toujours. Si on fixe cette allocation à 700 €, par exemple, la moyenne des loyers approchera, comme par hasard, les 700 €. Et il faudra sans cesse indexer les montants versés, dans une espèce de course folle. Si on envisage l'allocation universelle en disant "débrouillez-vous avec ça", ça créera juste des armées de déprimés à qui on jette des miettes pour qu'ils ne meurent pas de faim. On aura juste remplacé l'État providence, qui module les aides selon les situations, par un machin versé à tout le monde, dont certains n'ont pas besoin et qui ne suffira pas à d'autres. Pour ma part, je préférerais qu'on étende plutôt le champ de la gratuité: transports, logement, tout ce qui est indispensable. C'est une vieille idée, avancée par Robespierre à la Révolution française. Il disait que l'économie comprenait deux parties. La première, qui devrait être gratuite, pour subvenir aux besoins primaires, l'autre, marchande, où il est permis de devenir millionnaire. Mais sans empiéter sur les droits des autres.

#### ■ Il y aurait trop de chômeurs parce qu'il y a trop de riches?

**P.J.** - Je dis surtout que le chômage, c'est avant tout une question de redistribution des richesses. Et non, comme on ne cesse de le dire, un simple problème d'adéquation entre le nombre de demandeurs d'emploi et le nombre de jobs disponibles. Mais on préfère culpabiliser les gens et leur dire que c'est de leur faute, même s'ils perdent surtout leurs emplois pour des questions de pressions purement économiques. Quant à ceux qui travaillent encore, on baisse leurs salaires. Je ne prétends pas qu'il existe un chômage "nécessaire", qu'on maintiendrait volontairement, mais on voit bien que l'érosion de l'emploi arrange les dirigeants d'entreprise. Car elle biaise le rapport de force au détriment des salariés, trop occupés à se battre pour des emplois qui se raréfient. C'est aussi là que les chiffres du chômage prennent leur signification.

#### ■ Avant d'être une fatalité, le chômage serait surtout une question d'idéologie?

**P.J.** - Considérer les salaires des employés comme un coût, qu'il faut minimiser, voire supprimer en licen- ➔ ➔ ciant, alors que les bonus des patrons et les dividendes des actionnaires sont des parts de bénéfice qu'il faudrait maximiser, c'est purement idéologique. En France, la très controversée réforme de la loi sur le travail, c'est le point final d'une évolution qui considère que la seule variable d'ajustement, c'est le salaire des employés. Jamais les dividendes des actionnaires ou les bonus extravagants des chefs d'entreprise.

#### ■ On vous rétorquera que l'emploi naît de la création de richesses...

**P.J.** - Et on me dira que laisser les riches s'enrichir, cela finira bien par bénéficier aux pauvres... Mais le riche, après avoir fait construire treize yachts, il n'en achète pas un quatorzième, il place son argent et les banques s'en servent pour spéculer, ce qui finit par détruire l'économie et la création de richesses réelles.

### ▣ Vous avanciez plus haut que la formation des jeunes était inadaptée. Pourquoi?

**P.J.** - Parce que, ici encore, nos concepts de référence datent. On s'imagine encore que la reconversion des anciens emplois industriels a été facile. Et que le temps de formation dans le secteur des services n'excède pas deux semaines en moyenne. Sauf qu'aujourd'hui, c'est plutôt quatre ans d'université qu'il faut pour, par exemple, lancer des informaticiens sur le marché du travail. Mais non, on préfère se dire qu'on peut passer de caissier chez McDo à programmeur en deux semaines. Et que ceux qui n'y arrivent pas échouent en raison d'un manque de caractère et de volonté individuelle. Et donc, trop d'étudiants aujourd'hui intègrent des filières moins utiles. Sans qu'on s'inquiète. Il n'y a qu'à les réorienter le moment venu. On s'arrangera toujours...

### ▣ Vous voudriez qu'on oriente plus fermement le choix des futurs étudiants?

**P.J.** - Non, mais on pourrait au moins les informer. Méditez cette anecdote: un économiste a calculé ce que nous coûtait le fait que les meilleurs ingénieurs travaillent dans les banques, parce que c'est mieux payé, et non dans le développement de nouvelles technologies. C'est 2 % du PIB mondial. Deux points de croissance en plus. C'est une boutade, mais si on avait utilisé les docteurs en physique pour leurs compétences, on aurait colonisé Mars depuis lors. Et généré en passant pas mal d'emplois. Et on n'aurait peut-être pas inventé les subprimes... Mais nous sommes incroyables. Nous n'envisageons des solutions que quand elles dégagent un bénéfice commercial à très court terme.

✕ Jean-Laurent Van Lint

## Claude, 45 ans PAS ASSEZ QUALIFIÉ. OU TROP

Claude a un diplôme de garagiste-réparateur et a suivi des cours du soir en électricité, niveau A2. *"J'ai travaillé 25 ans dans différentes entreprises, comme technicien. J'ai d'abord été chargé de l'entretien de machines. J'ai progressivement gravi les échelons pour devenir responsable de la maintenance. Bizarrement, cette progression m'a fermé pas mal de portes parce que mes compétences sur le terrain ne sont pas réellement reconnues. Je suis à la fois trop qualifié ou pas assez. Pour les postes à responsabilité, les sociétés engagent des ingénieurs qui maîtrisent la théorie mais pas toujours la pratique."*

À Claude, on propose plutôt des jobs payés 13 euros de l'heure. *"Je suis pourtant qualifié dans un secteur en pénurie. Mais les employeurs savent que quoi qu'il en soit, la demande est forte, ils n'ont que l'embaras du choix et peuvent faire baisser les coûts de la main-d'œuvre. Je dois prouver que je cherche réellement du travail pour continuer à percevoir mes allocations de chômage. Mais le chômage, c'est l'isolement, la stigmatisation et la déprime. On nous traite de profiteurs. Je suis en train de lancer une activité de photographie. Mais pas facile de convaincre les clients quand on n'a pas le moral."* - **A.-C.H.**

## Aurélie, 38 ans LA VIE D'ARTISTE "NÉGLIGENTE"

*"Mon père était enseignant, ma mère artiste. Mes parents étaient des intellos de gauche, limite cocos, des bourgeois refoulés", confie Aurélie, mère célibataire. Après des études secondaires terminées avec un an d'avance, elle s'inscrit à l'Insas, section image. "La seule fille d'une promotion de dix mecs!" Elle enchaîne avec des caméras cachées pour RTL, payées au lance-pierre. "Quand tu sors de l'école, t'as pas un ballon mais tu dois payer ton loyer, ta bouffe. Tu prends n'importe quel boulot. Tu as beau être l'élite, tu prends ce qu'on te donne." Aurélie travaille à la pige via une société intermédiaire, tantôt pour la RTBF, tantôt pour RTL.*

Puis, elle entend parler du statut d'artiste: 1.000 euros par mois. *"L'éden! Mais il fallait cumuler les faux contrats d'artiste pendant un an pour avoir le nombre d'heures nécessaires à l'obtention du statut. Par la suite, je n'ai pas été assez assidue dans le fait de noircir les cases sur ma fiche de pointage. Cela m'a été reproché par le syndicat. J'ai trouvé cela absurde. J'avais droit à des indemnités mais ça ne m'intéressait pas. Pour moi, c'était une question de principe. D'autres que moi avaient davantage besoin de ces allocations. Après quelques années en tant que "mauvaise chômeuse", je suis passée au statut d'indépendant." Pour parer les coups durs, Aurélie souscrit à une assurance "revenu minimum garanti". Mais lorsque la jeune maman subit un burn out, cette assurance n'intervient pas. "J'aurais mieux fait de me casser une jambe... Le burn out ne rentrait pas dans les clauses du contrat. J'avoue que là, j'ai regretté mon statut d'artiste."* - **A.-C.H.**

## Bruno, 52 ans LE CAS DES QUINQUAS

Bruno Withoek, Bruxellois et père de quatre enfants, a débuté sa carrière comme infirmier, avant de devenir directeur d'une maison de repos et de soins dans le Hainaut et puis à Bruxelles. En 2005, celle-ci est rachetée par une autre société.

En cours d'emploi, il s'inscrit à la Louvain School of Management, ce qui lui permet d'ouvrir ses horizons professionnels. Il intègre ensuite une société de service public, au poste de responsable des ressources humaines. Mais...

*"Notre collaboration s'est achevée en 2013. Je ne me retrouvais plus dans les valeurs de mon employeur. J'ai été licencié. Dans le même temps, un de mes fils a subi un gros problème de santé. Dans ce contexte il est difficile de se consacrer à temps plein à sa recherche d'emploi."* Bruno Withoek s'insère parallèlement dans une coopérative d'accompagnement à la création d'entreprise pour les chercheurs d'emploi, "Job Yourself", où il teste progressivement son activité indépendante, le Sharing HR Manager qui propose aux PME des

conseils en ressources humaines. Il s'investit aussi dans du coaching intergénérationnel avec des jeunes de 18 à 30 ans issus de l'immigration. Pour couronner le tout, il bénéficie encore de formations en anglais. *"Je n'avais jamais eu l'occasion de pratiquer cette langue professionnellement."*

Ce chercheur d'emploi a un agenda chargé, il envoie plusieurs lettres de motivation par semaine. *"Cinq rien que ce matin. J'espère toujours décrocher un contrat CDI. Il est frustrant de ne recevoir que des réponses toutes faites,*

*quand ce n'est pas de réponse du tout. L'âge constitue vraiment un important facteur de discrimination, alors que nous offrons l'expérience et la fiabilité. Quand je travaillais dans les ressources humaines, j'ai pourtant, moi, engagé des gens de plus de 55 ans."*

Bruno Withoek anime encore un groupe de travail au sein de l'ASBL "50' @ work" autour de la problématique du burn out: "Burn out? Rise again!" L'ASBL aide les quinquas à retrouver une motivation dans leurs recherches de job. - **A.-C.H.**

## Sylvie, 54 ans LE CHÔMAGE ET LA CHIMIO

Sylvie est diplômée en relations publiques et multilingue. Elle parle le français, le néerlandais, l'anglais, l'espagnol et l'allemand. Elle a travaillé onze ans dans la diplomatie belge, à Bruxelles et en Espagne notamment. Elle a ensuite été journaliste, attachée de presse puis employée dans une administration publique. Poste qu'elle a quitté pour "incompatibilité d'humeur" avec la direction. *"Dans certains boulots, il vaut mieux rester à ne*

*rien faire derrière son ordinateur et se taire, à part pour flatter le patron, plutôt que d'affirmer clairement les choses qui ne vont pas, explique-t-elle. Je n'ai pas le compliment facile. L'ambiance était abominable."*

À 49 ans, donc, Sylvie perd son boulot. Et apprend qu'elle est atteinte d'un cancer. *"Le monde s'est effondré. J'ai été opérée, je me suis retrouvée en chimio. Je dormais tout le temps. Quand je me suis*

*sentie un peu mieux, j'ai commencé à chercher du travail. J'ai même postulé dans l'hôpital où j'étais soignée. Mais là aussi, je pense que je fais peur: qui aurait envie d'engager une femme de plus de 50 ans, au chômage et qui sort d'un cancer? Pourtant, je suis une bosseuse et j'ai des compétences."*

Sylvie a quitté la ville pour la campagne. Elle s'occupe de son jardin, cherche à s'investir dans l'associatif,

tout en poursuivant sa recherche de travail. *"J'ai dû rendre des comptes à Actiris. Une des personnes que j'ai rencontrées m'a proposé de vendre des assurances obsèques au noir, en disant: "Avec votre profil, vous devriez avoir du succès!" Je sortais de chimio, mes cheveux commençaient à peine à repousser. J'ai presque cru à une blague. A moins qu'il ait voulu m'aider, mais c'était très maladroit. Heureusement, j'ai aussi de l'humour..."* - **A.-C.H.**